

[Text]

Senator Godfrey: Are you talking now about security clearance?

Dr. Savage: No, I am talking about surveillance. In addition to that, of course, you have discussed the question, I think, of whether or not belonging to one of the variety of Communist parties or Marxist-Leninist parties, for instance, which certainly advocate changes that would fall under one of those definitions, constitutes, in itself, a matter pertaining to security.

The Deputy Chairman: May I interject? Senator Kelly has been trying to get the floor for some time now.

Senator Frith: Senator Kelly will have the floor as soon as Senator Godfrey finishes his interruptions.

Senator Kelly: No, it was my turn to interrupt.

Senator Godfrey: With reference to the words "threats to the security of Canada" all I want is for you to indicate what you think constitutes a danger to the type of academic freedom you are talking about. I am trying to get down to specifics here.

Dr. Savage: Yes, of course. Take the phrase: "the constitutionally established system of government." There are lots of professors in Canada who, from time to time, have supported separatism in Quebec or in the west.

Senator Godfrey: This committee has discussed putting "violent or unlawful" in there, but I can understand your point of view. I think if you had read our transcripts, you would realize that the suggestion has been made that we add the words "violent or unlawful" before the phrase "... destruction or overthrow of the constitutionally established system of government in Canada."

The Deputy Chairman: I think in fairness, we cannot expect the witness to have read all our transcripts.

Senator Godfrey: No, he obviously has read quite a bit, but I am merely pointing out to him that this is an area that has particularly concerned us.

The Deputy Chairman: I know you are still questioning the witness, but I also know that Senator Kelly has been very anxious to get the floor.

Senator Kelly: Up until now, Mr. Chairman, I have tended to stay very quiet because I am not a lawyer and those senators who are lawyers tend to approach this thing on the basis of good legal points. I appreciate that, and I have learned a great deal. However, today, this panel appeals to me more since it is more in my line and Dr. Savage is talking in my sort of generalities, which I would like to examine a little bit further.

When you talked about the McCarthy era, you were referring to a scene where there was not a review process; there was not a complaint process; there were not some of the built-in

[Traduction]

Le sénateur Godfrey: Êtes-vous en train de parler du visa d'intégrité?

M. Savage: Non, je parle de surveillance. De plus, évidemment, je crois que le Comité s'est déjà demandé si l'appartenance ou la non-appartenance à l'un des divers partis communistes ou maxistes-léninistes du Canada, par exemple, qui promulguent sans aucun doute des changements qui entrent en vigueur dans l'une ou l'autre de ces définitions, ont en soi un rapport quelconque avec la Sécurité.

Le vice-président: Puis-je interrompre? Le sénateur Kelly essaie d'avoir la parole depuis un bon moment maintenant.

Le sénateur Frith: Le sénateur Kelly pourra prendre la parole dès que le sénateur Godfrey aura fini de nous interrompre.

Le sénateur Kelly: Non, c'était à mon tour de vous interrompre.

Le sénateur Godfrey: En ce qui concerne les termes «menaces envers la sécurité du Canada», tout ce que je vous demande, c'est de me dire ce qui, d'après vous, représente un danger pour le genre de liberté académique dont vous parlez. Je n'essaie pas de passer du général au spécifique.

M. Savage: Oui, évidemment. Prenons par exemple l'expression «le régime de gouvernement constitutionnellement établi au Canada». Il y a beaucoup de professeurs au Canada qui, à un moment ou à un autre, se sont dits favorables au séparatisme au Québec ou dans l'Ouest.

Le sénateur Godfrey: Notre Comité a discuté de la possibilité d'ajouter les termes «violentes ou illicites» avant les termes «visent à saper le régime de gouvernement constitutionnellement établi au Canada où dont le but immédiat ou ultime est sa destruction ou son renversement».

Le vice-président: Je crois qu'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce que le témoin ait lu les comptes rendus de toutes nos séances.

Le sénateur Godfrey: Non, mais il en a manifestement lu une bonne partie; quoi qu'il en soit, j'essaie simplement de lui faire remarquer que c'est un sujet auquel nous nous sommes particulièrement attardés.

Le vice-président: Je sais que vous n'en avez pas terminé avec le témoin, mais je sais aussi que le sénateur Kelly est très impatient de prendre la parole.

Le sénateur Kelly: Jusqu'à maintenant, Monsieur le président, je n'ai pas dit grand chose parce que je ne suis pas avocat et que tous ces sénateurs qui le sont discutent de cette affaire en se fondant sur des arguments juridiques. Je comprends cela, et j'en ai beaucoup appris. Cependant, aujourd'hui, les discussions m'intéressent davantage parce que je m'y retrouve un peu plus, et M. Savage parle de généralités que j'aimerais examiner d'un peu plus près.

Lorsque vous avez parlé de l'époque McCarthy, vous parliez d'une époque où il n'existait pas de processus d'examen; il n'y avait aucun processus de plainte; il n'y avait pas certaines des